

## Patrons et travailleurs portugais confrontés à la voracité du capitalisme<sup>1</sup>

Interview de Deolinda Martin, syndicaliste à la Centrale Générale des Travailleurs Portugais

Depuis le début de la cure d'austérité drastique imposée au Portugal par la troïka UE-BCE-FMI, la contestation de cette dernière a rapidement fait tache d'huile au sein d'un nombre croissant de groupes sociaux. Jusqu'à se répandre à un secteur traditionnellement peu enclin à la remise en cause de l'ordre établi, à savoir le patronat. Le 24 juin 2013, les principales confédérations d'employeurs du pays ont en effet appelé le gouvernement à infléchir sa politique économique et à mettre un coup d'arrêt à la rigueur. Pour en savoir plus sur ce volte-face qui peut interpeller, nous nous sommes entretenus avec Deolinda Martin, Enseignante et dirigeante syndicale à la Confédération Générale des Travailleurs du Portugal (CGTP), le plus grand syndicat du pays, héritier d'une longue tradition de luttes sociales.

**ACJJ** : *Plusieurs confédérations patronales ont invité le gouvernement à stopper l'austérité. Quel sens donner à cet étonnant appel ?*

**Deolinda Martin** : Il ne s'agit pas d'une initiative étonnante quand on connaît le contexte économique et social portugais. La hausse de la TVA de 20 à 23%, les coupes dans les salaires, et plus généralement la baisse du niveau de vie ont conduit à une baisse de la demande qui s'est répercutée sur le chiffre d'affaire des Petites et Moyennes Entreprises (PME), qui constituent l'immense majorité de l'économie et de l'emploi national. Cette baisse de la consommation a entraîné un nombre record de faillites (NDLR : 4746 en 2011 et 5160 en 2012<sup>2</sup>). Tout ceci est le reflet de la voracité du système capitaliste, qui touche avant tout les travailleurs, mais également les entreprises.

*Existe-t-il des clivages au sein du patronat portugais quant à son positionnement à l'égard de la politique économique menée par le gouvernement ?*

Il existe en effet une opposition entre les PME d'une part, dont la santé économique dépend en grande partie de la consommation intérieure, et les grandes multinationales fortement insérées sur le marché mondial, ces dernières étant relativement déconnectées de l'évolution de la demande interne. Toutefois, même pour elles, l'austérité commence à devenir problématique. Le marché de l'immobilier en offre un bon exemple : un million de logements sont actuellement vacants au Portugal, qui ne trouve pas de preneurs en raison de salaires trop bas, la population privilégiant les dépenses de base. Beaucoup de jeunes ont ainsi dû quitter leur logement pour retourner vivre chez leurs parents. Autre exemple, le retour à une émigration massive de l'ampleur de celle qui pouvait exister du temps de la dictature. Il ne s'agit plus essentiellement d'ouvriers comme à l'époque, mais surtout de jeunes diplômés, ce qui pénalise les secteurs demandeurs de main-d'œuvre qualifiée.

*Le patronat soutenait-il les politiques d'austérité sans réserve jusque-là ?*

Les deux dernières années de rigueur budgétaire ont vraiment conduit à une aggravation des conditions de vie pour la population. Pourtant, le patronat a longtemps soutenu la ligne gouvernementale, qui consistait à baisser les salaires pour augmenter la compétitivité. Paulo de Azevedo, patron de la chaîne de supermarchés *Continente*, affirmait même que la baisse des salaires constituait l'unique solution pour sortir de la crise.

---

<sup>1</sup> Propos recueillis par **Grégory Mauzé**, animateur à l'ACJJ – août 2013. Entretien réalisé le 8 juillet 2013 à Porto, en marge de l'Université d'été du Parti de la Gauche européenne à laquelle participait l'ACJJ en tant que membre du réseau Transform ! Europe, coorganisateur de l'évènement.

<sup>2</sup> <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/portugal/faillites-dentreprises.html>

Aujourd'hui, les conséquences sociales de l'austérité sont telles qu'elles se répercutent sur le chiffre d'affaire des entreprises, ce qui les incite à adopter un point de vue plus nuancé, car sans salaires décents les gens ne peuvent pas consommer, ce qui empêche la circulation économique.

*Cette nouvelle donne change-t-elle le rapport entre les syndicats et les confédérations patronales ?*

Le modèle de concertation sociale portugais compte trois acteurs : le gouvernement, les syndicats et le patronat. On assiste ces derniers temps à un rapprochement inhabituel entre ces deux derniers pour faire face à l'intransigeance du gouvernement dans sa volonté d'appliquer une austérité néfaste pour le pays. La crise agit pour ainsi dire comme un révélateur : le patronat se rend compte qu'il a besoin de travailleurs avec un pouvoir d'achat suffisant, tandis que les syndicats perçoivent mieux la nécessité d'empêcher les délocalisations d'entreprises pour préserver l'emploi. Nous voulons agir de concert pour sauver le pays, tandis que le gouvernement actuel, que l'on ne craint plus d'appeler « gouvernement d'occupation », sert des intérêts étrangers.

*Se dirige-t-on dès lors vers un nouveau compromis de classe ?*

Il faut rester réaliste: nous restons dans une confrontation de classes forte, avec de solides antagonismes entre capital et travail. Je ne pense donc pas que l'on se dirige vers une collaboration d'ampleur entre travailleurs et patrons. Les syndicats défendent de meilleures conditions de travail, une revalorisation des salaires, alors que le patronat défend la modération salariale et davantage de flexibilité du droit du travail. Un rapprochement est certes possible et nécessaire en période de crise, mais les oppositions de fond demeurent.

On a déjà évoqué au Portugal l'hypothèse d'une sorte de nouveau « plan Marshall », avec un nouveau pacte social fort entre syndicats et patronat pour sortir de la situation dramatique actuelle, mais pour l'heure on en est au stade de la réflexion et des discussions. Je ne peux pas croire que ça soit un chemin facile, car le patronat portugais a une vision économique très limitée qui se cantonne à la réalisation de profits à court-terme. Les entrepreneurs ont, en effet, peu de formation académique et sont structurellement peu ouverts aux aspects sociaux de l'emploi. On peut espérer qu'un patronat plus jeune apportera de nouvelles idées et se montrera plus ouvert. Certains signes sont encourageants, comme la nomination d'un ancien syndicaliste de l'Union Générale du Travail (UGT, proche des socialistes) à la tête d'une des confédérations patronales. On restera toutefois dans une situation d'antagonisme et de forte conflictualité.

*Au niveau politique, ce revirement du patronat affaiblit-il la base sociale de la coalition de droite alliant le Parti Social-Démocrate (PSD) au Parti Populaire (CDS-PP)?*

Historiquement, la droite politique et le patronat travaillent main dans la main pour écarter la Gauche du pouvoir. Ce partenariat est aujourd'hui remis en cause par une partie du patronat, sur base du clivage que j'ai déjà évoqué : la radicalité des mesures pénalise grandement les petites entreprises, tandis que le grand patronat internationalisé voit d'un bon œil une baisse des salaires qui se répercute peu sur son chiffre d'affaire. Des secteurs croissants de l'économie ne peuvent donc plus soutenir une politique économique qui mène le pays à l'abîme.

On peut interpréter la récente crise gouvernementale déclenchée par les démissions du ministre des finances Vitor Gaspar et des affaires étrangères Paulo Portas, leader du CDS-PP comme une des manifestations de cet effritement du soutien des milieux patronaux : bien que ce dernier soit surtout animé de la volonté de rassurer sa clientèle électorale constituée en partie de retraités en se montrant ferme sur le refus de coupes budgétaires dans les pensions (NDLR : le ministre des finances voulait baisser les pensions de 10%), il tente aussi de capitaliser au sein des petits entrepreneurs déçus de la politique économique menée par son partenaire majoritaire de coalition.

*Le gouvernement pourra-t-il sortir de la situation actuelle sans organiser de nouvelles élections ?*

C'est très difficilement tenable. Ce gouvernement a perdu toute légitimité, tant par son échec à réduire la dette que par la contestation populaire qui résulte du bain de sang social qu'il a provoqué. Il a de plus affiché sa volonté d'aller contre l'ordre institutionnel et de contourner les avis de la Cour Constitutionnelle portugaise qui a censuré plusieurs de ses mesures. Je pense que le gouvernement n'a plus d'autres choix que d'organiser de nouvelles élections.

*Justement, en cas d'élections anticipées, quelle force politique pourrait sortir le Portugal de la crise ?*

La droite répond aux intérêts capitalistes, il nous faut donc une force qui incarne les besoins du peuple portugais. La contestation de l'austérité est surtout venue de la Gauche, dans toute sa diversité. Pour sortir de la crise, nous croyons donc nécessaire de la voir se rassembler indistinctement. Nous croyons donc à une grande union de la Gauche, pas seulement entre les partis mais qui serait en lien avec les citoyens, les représentants des travailleurs et les mouvements sociaux.

Le Parti Socialiste a en cela une grande responsabilité, car il a de réelles possibilités de gouverner. Ce parti s'est beaucoup compromis avec l'austérité dont il a initié l'application au Portugal, et pour beaucoup Socrates (*NDLR* : le premier ministre socialiste qui avait initié les premières mesures d'austérité en 2011, et qui avait été contraint à la démission faute d'une majorité parlementaire suffisante pour poursuivre sa politique économique) ne vaut guère mieux que le premier ministre actuel Coelho. Il a toutefois toujours existé une tendance réellement à Gauche au sein du PS. Bien qu'elle soit minoritaire, elle pourrait gagner du poids à mesure que l'impopularité de l'austérité grandit. Le parti devrait donc selon nous abandonner sa posture sociale-libérale actuelle et se rapprocher des formations à sa Gauche, à savoir le Bloc de Gauche et le Parti Communiste Portugais.

Il faudra également convaincre les communistes, traditionnellement peu ouverts à l'idée d'un compromis politique mais qui disposent de liens forts avec les mouvements sociaux, de l'urgence qu'il y a à réaliser une union sociale large pour sortir de cette crise.